

# LA JEUNESSE a brisé le mur de la peur

Le départ annoncé d'Abdelaziz Bouteflika consacre la victoire d'un mouvement spontané et pacifique. Par leur détermination et leur sang-froid, les jeunes ont réveillé l'espoir de leurs parents.

PAR CATHERINE GOUËSET, AVEC SAÏD BOUDOUR À ORAN

« Je n'ai pas participé à la première grande manifestation, le 22 février. J'avais peur. Mais, quand on a vu l'ampleur des défilés, on a décidé de les rejoindre la semaine suivante. Nous sommes sortis en famille, moi, mon mari et mes deux enfants. Pour dire "ça suffit, ras-le-bol !" » Comme Gaya\*, la cinquantaine, professeure dans la région de Tizi Ouzou (Kabylie), nombre de pères et de mères de famille ont hésité avant de rejoindre les manifestations contre la candidature pour un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, 82 ans. Dans ce pays où les moins de 30 ans représentent un habitant sur quatre, c'est la hardiesse des jeunes, les premiers à descendre dans la rue, qui a encouragé leurs aînés. Trois semaines durant, des millions de personnes de tous âges ont marché dans toute l'Algérie. Spontané et pacifique, le mouvement a triomphé, contre toute attente, le 11 mars : dans un message à la nation, Bouteflika a annoncé le report de l'élection présidentielle du 18 avril et sa décision de ne pas briguer un cinquième mandat à la magistrature suprême (voir en page 59).

Les années de terreur de la décennie sanglante (1992-2002) hantent toujours ceux qui les ont vécues. A cette violence qui touchait l'ensemble du territoire, s'ajoute, en Kabylie, le souvenir de la répression du soulèvement du printemps 2001 (126 morts). Pourquoi Gaya a-t-elle hésité à descendre dans la rue, le 22 février ? Plusieurs secondes s'écoulaient avant qu'elle réponde, la voix étranglée par l'émotion : « La peur était ancrée en nous. Nous savons à quel point ce système mafieux est capable de tout. Lors du premier rassemblement, nous redoutions qu'il utilise son arme préférée, la violence. »

A Laghouat, la « porte du désert », Sassi Bendhiba, un enseignant de 57 ans, →

→ a lui aussi hésité. « Je suis allé défiler le 1<sup>er</sup> mars. Je n'avais pas manifesté depuis la décennie sanglante. » Sa région a été l'une des plus touchées par les violences de cette période.

En décembre 1991, l'armée suspend les premières élections libres, remportées lors du premier tour par le Front islamique du Salut. Le pays plonge alors dans un cycle d'attentats, d'embuscades

et de massacres, provoquant entre 100 000 et 200 000 morts.

Quelques jours avant l'annonce surprise de Bouteflika, le pouvoir agitait à nouveau le spectre d'un retour du chaos. Le 5 mars, le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah a prévenu que l'armée serait « garante » de la sécurité face à ceux « qui veulent ramener » l'Algérie aux « années de braise ». Une semaine plus tôt, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, avertissait les « manifestants heureux » qui ont offert des roses aux policiers : « Rappelons-nous qu'en Syrie, ça a commencé aussi avec des roses. » Mais ces menaces ne portaient plus. « Le mur de l'angoisse s'est écroulé le 22 février », s'enflamme Kader\*, patron d'une petite échoppe dans la ville de Tiaret, à 250 kilomètres au sud-ouest d'Alger. « Voilà des années que le système joue de cette crainte pour nous faire taire. Mais on n'en peut plus. On en a marre de cette clique de voleurs, de corrompus. »

Agés de 16 et 23 ans, les deux fils de Kader ont précédé leur père dans la rue. Ils sont sortis protester dès le 22 février. « Je suis très fier de cette génération, s'enthousiasme le quinquagénaire. Mieux vaut qu'ils revendiquent leurs droits en Algérie plutôt que d'aller risquer leur vie dans une barque de *harragas* » – ces migrants qui tentent de traverser la Méditerranée en bateau. Lui-même a tenté l'aventure à deux reprises, en 2011, avant d'être intercepté par la police maritime.

Découragés par la corruption, la bureaucratie et l'arbitraire, nombre d'Algériens partagent ce désir de fuir. « A 23 ans, mon fils Jawad ne rêve que de prendre un botti, une barque, raconte Ghalem Bouha, comptable à la retraite. Il cite

souvent un morceau de rap : "Je préfère être mangé par les poissons que par les vers de terre." » Receveur dans un autocar interurbain, Jawad suit les manifestations sur son téléphone portable, précise son père : « Il enrage de ne pas pouvoir y participer. Mais Karim, son frère de 18 ans, est de tous les rassemblements. »

**Pas question que le mouvement soit récupéré**

Dès le début de la révolte contre le cinquième mandat, les grandes manifestations hebdomadaires comme les petits défilés quotidiens se déroulent dans le calme. « Nos enfants ont gagné leur brevet de citoyenneté, se félicite Sassi Bendhiba, professeur dans un lycée technique. Autrefois, le moindre attroupement était accompagné de bagarres et de casse. Là, les premiers rassemblements ont démarré un soir. Sans violence. Nos enfants sont plus éduqués, plus tolérants. »

Pour la première fois, la contestation s'est étendue à l'ensemble du territoire, y compris à des régions peu mobilisées par le passé. « Le rejet de cette bande de voleurs a uni les Algériens », assure Sassi Bendhiba, à Laghouat. « Le pouvoir a toujours cherché à nous diviser, confirme Gaya, à Tizi Ouzou. A chaque manifestation pour la reconnaissance de l'identité et de la langue berbères, le pouvoir semait la zizanie en nous accusant d'être manipulés par la France. Au sein de ma génération, issue de la colonisation, seule une minorité est instruite ; les jeunes, eux, ne succomberont pas au piège de la division. On a libéré le pays des colons ; maintenant, il faut une seconde révolution. » A Oran, Ghalem Bouha renchérit :

« Cette fois, il n'est pas question de laisser les islamistes ou les partis dits d'opposition récupérer le mouvement. »

« Bouteflika était incapable d'articuler deux phrases, fulmine Kader. Sa candidature était une humiliation pour toute la nation. Mais c'est tout le système qu'on veut voir tomber. Cette bande de mal-fauteurs veut gagner du temps pour mettre à l'abri tous les fonds détournés. La décennie noire a enrichi tout un tas de profiteurs. Des terres agricoles abandonnées à cause des violences ont été vendues aux promoteurs immobiliers. »

Après des années de torpeur, en Algérie, l'heure est enfin à l'optimisme. « Notre pays ne manque pas de cadres, de nouveaux, affirme Gaya l'enseignante. Beaucoup ont été tués, forcés au silence ou à l'exil par le cercle du pouvoir. Maintenant que la peur est tombée, j'ai confiance dans l'avenir. »

\* Les prénoms ont été changés.

## Une étape, pas une fin

Les annonces du pouvoir promettant une révision de la Constitution et du système politique suscitent encore la méfiance.

PAR GÉRALD PAPY

**A** observer la poursuite, le mardi 12 mars dans plusieurs villes d'Algérie, des manifestations contre le pouvoir, il n'est pas sûr que l'annonce, la veille, du renoncement à un cinquième mandat du président sortant Abdelaziz Bouteflika ait convaincu une majorité d'Algériens. « Nous exigeons un changement radical du système, non un changement de

marionnettes », clamait notamment une banderole de manifestants dans les rues d'Alger. L'histoire contemporaine du pays leur a enseigné, il est vrai, une légitime méfiance. Sur le papier, pourtant, l'évolution proposée par Abdelaziz Bouteflika dans sa lettre à la nation contient des aspects prometteurs. L'élection présidentielle du 18 avril est reportée. Une conférence nationale inclusive et indépendante est mise en place pour réformer le système politique et élaborer un projet de Constitution d'ici à la fin 2019. Le texte sera soumis à l'approbation de la population. Des élections libres et indépendantes seront organisées sous la supervision d'une commission électorale nationale indépendante nouvellement créée.

Les détracteurs des annonces du 11 mars y voient d'abord une ruse pour perpétuer le pouvoir si pas du président sortant, en tout cas de l'oligarchie qui agit dans l'ombre d'Abdelaziz Bouteflika.

Illustration, selon eux, de cette intention, Lakhdar Brahimi a été nommé, à 85 ans, président de la conférence nationale, épicerie du processus de changement constitutionnel. Or, si cet ancien ambassadeur est rompu aux négociations délicates comme émissaire de la Ligue arabe (avec un certain succès comme artisan des accords de Taëf qui ont mis fin, en 1989, à la guerre civile libanaise) et de l'ONU (moins en réussite en Afghanistan et en Irak), il souffre aussi, selon le site d'information TSA-Algérie, de sa grande proximité avec... Abdelaziz Bouteflika et d'une présumée déconnexion avec la réalité algérienne en raison de son éloignement du pays ces dernières années.

Bref, l'évolution – et non la révolution – engagée par le pouvoir sur la pression de la rue devra être confirmée dans les actes pour gagner en crédibilité sous peine de menacer directement les hommes de l'ombre à la manœuvre à Alger. ▣